

Communiqué de presse

Rapport du CELPL sur l'unité de sécurité du CSEE (UNISEC)

Le Contrôleur externe, en sa fonction de Mécanisme national de prévention au sens de l'OPCAT et son équipe de contrôle ont procédé à une évaluation de l'unité de sécurité du CSEE (UNISEC) qui a commencé à fonctionner le 1^{er} novembre 2017. Le rapport contient des commentaires au sujet du cadre légal applicable et au sujet du projet de loi 7276 censé réformer la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Comme le projet de loi sera probablement révisé en profondeur, la priorité lors de cette conférence de presse ne sera pas donnée au cadre légal, mais aux constats dressés sur place.

En ce qui concerne le cadre légal, le CELPL se limite à insister sur les points suivants :

- Toute solution permettant de continuer à placer des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé aux adultes, hormis les cas visés par l'article 32 de la loi précitée du 10 août 1992 actuellement en vigueur, ne trouvera jamais son approbation ;
- Malgré la position politique actuelle, le Contrôleur externe se prononce en faveur d'une introduction d'un droit pénal pour mineurs, pour des raisons de transparence et de sécurité juridique ;
- Les garanties minimales assurées en droit pénal pour adultes doivent en tout état de cause l'être en matière de protection de la jeunesse
- Le cadre légal encadrant le séjour d'un mineur à l'UNISEC devrait prévoir un profil des mineurs pouvant être admis à cette unité ;
- La loi devrait prévoir des modalités d'exécution de la mesure de placement et des possibilités de sortie et d'aménagement de la mesure, permettant une sortie et une réinsertion progressives des mineurs.

En ce qui concerne les constats sur place, le CELPL souhaite soulever particulièrement les observations suivantes :

- **Hygiène :**
 - L'état général d'hygiène était irréprochable au moment des visites sur place, le seul bémol étant l'absence de fenêtre dans les salles de douche, de sorte qu'il faudra être attentifs aux signes indiquant des problèmes d'humidité.
- **Sécurité :**
 - Pour assurer le niveau de sécurité nécessaire, il est indispensable d'avoir des procédures claires et transparentes, connues par l'ensemble des personnes impliquées dans leur mise en œuvre. Le Contrôleur externe regrette que les responsables du CSEE n'aient pas communiqué lesdites procédures au Contrôleur externe, malgré d'itératives demandes.
- **Admission :**
 - Les mineurs sont transportés avec des camionnettes « à départements », utilisées pour le transport des détenus. La recommandation de recourir à des voitures de police ordinaires a été acceptée par le ministre de la sécurité intérieure et la Police grand-ducale, sauf pour les cas où la sécurité des policiers ou du mineur s'y opposerait.
 - Les mineurs sont menottés lors des transports réalisés par la Police grand-ducale. Or, le port de menottes chez les mineurs doit être une exception et n'être appliqué que lorsque le mineur est agité ou représente un danger pour lui-même ou autrui. La seule présupposition d'un risque de fuite ne peut pas justifier le port de menottes chez

un mineur qui coopère, et ceci encore moins dans le cadre d'une mesure de protection de la jeunesse.

Cette recommandation n'a pas été pas avisée favorablement. Les mineurs placés à l'UNISEC constitueraient une exception au principe de ne pas menotter les mineurs et ceci pour des raisons de sécurité. Le Contrôleur externe rappelle que le menottage abusif peut constituer une atteinte à la dignité des personnes et est particulièrement dommageable dans le cas des mineurs qui sont plus vulnérables.

- **Encadrement :**

- Il n'y a aucune présence socio-éducative pendant la nuit, ce qui peut être préjudiciable dans le cas où un mineur subit une crise psychologique pendant la nuit. La recommandation de procéder au recrutement supplémentaire d'au moins 3 ETP supplémentaire en éducateurs (B1) a été suivie.
- La période pendant laquelle le mineur n'a pas parlé au juge de la jeunesse en charge de son dossier peut être très longue. Les contacts entre le mineur et le juge de la jeunesse doivent devenir plus fréquents et le mineur devrait obligatoirement être consulté avant toute décision qui le concerne (sauf cas d'urgence).

- **Soins médicaux :**

- Les consultations chez des médecins-spécialistes (notamment dentiste et ophtalmologue) s'avèrent compliquées, parce que les mineurs ne peuvent pas quitter l'unité. Il avait été projeté de faire installer les équipements nécessaires à la salle de consultation de l'infirmerie pour que les consultations puissent avoir lieu à l'UNISEC. Or, cette salle est très petite et n'est pas conçue, ni adaptée pour y réaliser régulièrement des consultations médicales. Il devrait être analysé si l'UNISEC peut être agrandie pour offrir davantage d'espace pour réaliser notamment des tâches administratives ou médicales.
- Pour des raisons de secret médical, le Contrôleur externe recommande que la distribution de médicaments se fasse par un membre du service médical de l'UNISEC. La prise de position fait savoir que la direction du CSEE suit l'esprit du « Projet d'accueil individualisé (PAi) ». Ce concept semble cependant difficilement transposable aux mineurs placés à l'UNISEC, surtout lorsqu'ils nécessitent un traitement ponctuel pour une certaine pathologie non chronique et encore davantage si l'autorité parentale n'est plus systématiquement transférée en cas de placement, tel que projeté par la réforme du système de protection de la jeunesse

- **Contacts vers l'extérieur :**

- Le maintien des contacts vers l'extérieur et en particulier les relations avec les parents, voire les personnes qui étaient investies de l'autorité parentale avant le placement, constitue un élément essentiel pour un retour réussi dans le milieu familial. Les mineurs peuvent téléphoner et recevoir de la visite à des plages horaires fixes. La procédure d'appels téléphoniques présuppose actuellement la disponibilité d'un gardien de sorte que des appels ne pouvaient pas être réalisés, par manque de personnel, voire de disponibilité. Les plages horaires des visites n'étaient pas forcément adaptées aux obligations professionnelles des parents. La recommandation de faire preuve de plus de flexibilité quant aux plages horaires a été suivie. Le cercle des personnes pouvant être contactées devrait encore être élargi.

- **Prise en charge post-UNISEC :**

- L'équipe de l'UNISEC fait un travail très appréciable et très intensif, mais au moment où le mineur quitte l'UNISEC, il n'y a pas de réelle continuation de la prise en charge ou elle est très différente.
 - Placements à l'internat de Dreiborn (ou Schrassig) après un séjour à l'UNISEC : Ceux-ci devraient, à l'état actuel, être exclus, notamment parce que le mineur venant de l'UNISEC peut être considéré ou se comporter en tant que leader et

exercer une pression sur les autres mineurs, parce qu'il est inévitable qu'il échangera des informations sur l'UNISEC avec les autres mineurs et que les aspects positifs (petit nombre de mineurs admis à l'Unité, les chambres individuelles et équipées d'une toilette, les infrastructures neuves, un hall sportif, etc.) seront mis en avant au dépit du caractère fermé du séjour et parce que la prise en charge au CSEE est beaucoup moins individualisée.

Pour que les placements à l'internat du CSEE puissent être une réelle option, il faudrait que les internats de Dreiborn et de Schrassig soient réorganisés et qu'ils fonctionnent avec des petits groupes de vie. La direction du CSEE a fait savoir qu'elle partage cet avis.

- Placements en foyer après un séjour à l'UNISEC :

Les foyers seraient nombreux à refuser l'admission d'un mineur provenant de l'UNISEC, ce qui constitue une discrimination inadmissible. Il faut éviter que des mineurs séjournent plus longtemps que nécessaire à l'UNISEC, par faute d'alternative. Les foyers ne devraient pas avoir le droit de sélectionner de la sorte les mineurs qui sont placés au sein de leur institution, alors que ceci peut être contraire à l'intérêt des mineurs. En cas de difficultés, une supervision et le cas échéant une formation ou une aide sur place devrait être mise à disposition des membres du personnel des foyers pour les aider à gérer les situations délicates. Chaque institution devrait disposer d'un concept et d'un profil des mineurs à admettre et la décision de placement dans un foyer en particulier devrait se baser sur des critères cohérents et transparents, permettant de réaliser une prise en charge adaptée.

- Retour dans le milieu familial après un séjour à l'UNISEC :

Si la mesure de placement n'est pas levée au moment d'un retour en milieu familial, un certain suivi pourrait s'avérer bénéfique pour soutenir le mineur et le(s) membre(s) de sa famille qui l'accueille(nt). Ce suivi devrait idéalement être réalisé par un membre du personnel de l'UNISEC qui a appris à connaître le mineur pendant une certaine période et qui a pu établir une relation de confiance avec le jeune. Il serait également imaginable que la charge du suivi incomberait aux agents du SCAS. Dans cette hypothèse, il serait impératif de commencer le travail d'encadrement déjà pendant le placement à l'UNISEC pour qu'une relation de confiance puisse s'établir entre l'agent du SCAS et le mineur et idéalement également déjà avec la famille. Dans les deux hypothèses, les effectifs du service chargé du suivi devraient être augmentés.